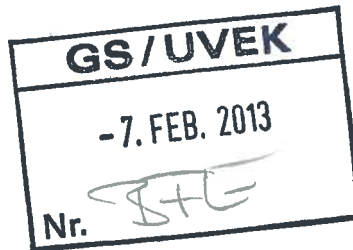




Conseil d'Etat  
Staatsrat

CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS



2013.00299

Madame la Conseillère fédérale  
Doris Leuthard  
Cheffe du DETEC  
3003 Berne

Date Sion, le **23 JAN. 2013**

## Stratégie énergétique 2050 : prise de position

	z. K.	Fedarf.	MtInt.	Sektion
DIR				
BWO				
KOM				Sachb.
BFE				Fermin
OFEN				
UFE				Kopie
AEÉ				
AEW				Akten-Nr.
ARS				
ELC				Erledigt

Madame la Conseillère fédérale,  
Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de nous avoir offert l'opportunité de nous prononcer sur la révision de la loi sur l'énergie, dans le cadre de la consultation « Stratégie énergétique 2050 ». Après analyse de la documentation mise à disposition dans le cadre de ce processus, nous avons l'avantage de vous faire part de la prise de position suivante.

### I. Remarques générales

La prise de position du Conseil d'Etat valaisan s'appuie avant tout sur la prise de position de la Conférence gouvernementale des cantons alpins (CGCA). Ainsi, seuls les arguments complétant celle-ci ou sur lesquels des points de vue divergent seront donc exposés au sein de la présente réponse. Pour le reste, nous vous prions de vous référer à la position officielle de la CGCA.

#### 1. Appréciation générale

Le Conseil d'Etat salue l'initiative de la Confédération concernant la nouvelle orientation de la politique énergétique suisse, et les lignes générales de celles-ci seront soutenues par le canton du Valais. Celui-ci est prêt à participer à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie énergétique suisse, et à prendre ses responsabilités. La récente publication de la Stratégie cantonale Efficacité et approvisionnement en énergie tient compte des objectifs de la Stratégie énergétique 2050.

Cependant, le projet de loi prévoit des moyens très interventionnistes à la fois sur les acteurs économiques et sur les compétences cantonales. De plus, il est lié à de nombreuses tâches d'exécution dont une bonne partie concernera les cantons, que ce soit pour l'accompagnement local des mesures ou le contrôle.

Le projet de loi doit être adapté de manière à éviter une attraction anticonstitutionnelle de compétences vers la Confédération, ainsi qu'un transfert de tâches vers les cantons dont le financement devrait être assuré par ceux-ci.



D'autre part, il faut en priorité prévoir des instruments adaptés à l'économie de marché, avant d'envisager subsidiairement des mesures plus interventionnistes en fonction des résultats de la politique énergétique.

## **2. Force hydraulique**

Le 15 novembre 2012, le Tribunal Fédéral a rendu son jugement concernant le cas Misoxer Kraftwerke SA (1C\_262/2011). A l'évidence, cette décision aura de forts impacts sur la production hydroélectrique du canton du Valais. En effet, l'arrêt du Tribunal Fédéral prévoit clairement des pertes de production bien plus élevées que celles ayant pu être envisagées jusqu'alors, en se fondant notamment sur les documentations de l'OFEV ou sur le message accompagnant l'article 80 de la loi sur les eaux. En l'état actuel de la législation, les objectifs fixés par la stratégie 2050 devraient être repensés au vu de cette récente décision de la Haute Cour.

D'autre part, le Conseil d'Etat est d'avis que le projet de stratégie énergétique 2050 doit améliorer les mesures économiques incitatives pour l'optimisation et l'agrandissement des grandes centrales hydroélectriques de plus de 10 MW, qui représentent aujourd'hui les 90% de la production. Tant que la politique de subvention perdure, il est indispensable de ne pas s'arrêter au critère de la taille afin de fixer les conditions d'octroi. Au contraire, c'est le critère de l'efficacité qui doit être prévaloir (quantité d'énergie - coût). Des mesures doivent également être prévues afin de soutenir les installations de pompage-turbinage indispensables pour la régulation du réseau. En fin de compte, pour relever le défi de l'abandon de l'énergie nucléaire dans un marché électrique actuellement difficile, il est fondamental de prévoir des mesures pour maintenir la compétitivité de la force hydraulique.

***Ces constatations faites, il s'avère nécessaire :***

- ***de réviser les objectifs fixés par la stratégie énergétique 2050 ou d'adapter la législation de manière à réduire les pertes de production liées à la législation sur la protection des eaux ;***
- ***de réviser le projet de loi de manière à maintenir la compétitivité économique de la force hydraulique.***

## **3. Bâtiments**

Le Conseil d'Etat tient à souligner qu'il est indispensable que ***les cantons puissent conserver leurs compétences dans le secteur des bâtiments, attribuées par la Constitution***. La législation fédérale ne doit pas intervenir dans ce domaine de compétences de manière précise et les propositions de dispositions légales doivent être coordonnées avec les cantons.

## **4. Opposition de principe à un transfert de charges supplémentaires de la Confédération aux cantons**

La proposition de révision est marquée par une approche interventionniste forte, se traduisant par des coûts de contrôle et d'exécution élevés. Les coûts allant de pair avec ce système vont se répercuter en grande partie sur les cantons, le système mis en place ne pouvant en effet être efficace qu'avec un accompagnement intensif au niveau cantonal. De ce point de vue, des informations complètes et détaillées font défaut.

***Le canton du Valais s'oppose dans tous les cas aux transferts de charges de la Confédération aux cantons si le financement devait être assuré par ceux-ci.***

## II. Remarques détaillées

### 1. Révision de la loi sur l'énergie

#### Chapitre 1 Objets, objectifs et principes

##### **Art. 3 Objectifs de développement de l'électricité issue d'installations de couplage chaleur-force**

Le Conseil d'Etat tient à souligner son intérêt à la promotion ponctuelle d'installations CCF de moyenne à grande puissance. Celles-ci devront jouer un rôle certain pour la sécurité d'approvisionnement en électricité et permettront plus globalement l'amélioration du rendement du système d'approvisionnement en énergie. Ces installations revêtent un intérêt dans la politique énergétique dans la mesure où :

- Elles permettent d'assurer une production d'électricité indigène en hiver dans un marché futur au sein duquel la production sera plus aléatoire.
- Elles favorisent la réalisation de réseaux de chaleur à distance.
- Elles peuvent contribuer à réduire la nécessité d'adaptation des réseaux électriques.

De plus, comme le projet de modification de l'article 22 de la loi sur CO<sub>2</sub> prévoit que ces installations devront compenser leurs émissions de CO<sub>2</sub>, elles ne seront pas en contradiction avec la politique climatique.

##### **Demande:**

Le Conseil d'Etat demande cependant que *les objectifs fixés* par celui-ci *soient clarifiés*. Plus particulièrement, il est demandé que le *contexte* et le *type de projets* souhaités qui devraient permettre d'atteindre les objectifs proposés soient précisés.

#### Chapitre 2 Approvisionnement en énergie

##### **Art. 11 – 13 Aménagement du territoire et développement des énergies renouvelables**

En complément de la prise de position de la CGCA, le Conseil d'Etat tient à préciser certains arguments conduisant au rejet des dispositions 11 à 13 du projet de loi. En effet, la création du nouvel instrument qu'est le « plan des potentiels de développement à l'échelle suisse » n'est pas souhaitable, notamment pour les raisons suivantes :

- dans les cantons, les aspects énergétiques ne sont pas pris en compte de manière homogène et ne se trouvent pas dans les mêmes instruments d'aménagement du territoire, ce qui va inévitablement entraîner des difficultés d'harmonisation dans les plans de potentiels ;
- la fixation des potentiels de développement énergétique au sein d'un plan semble incompatible avec le développement technologique des énergies renouvelables. Ce document devant être remis constamment à jour, des coûts considérables seraient de plus mis à la charge des cantons ;

- Le plan proposé manque de clarté quant à sa fonction juridique. En effet, le plan n'est pas contraignant pour le canton et les communes, mais le Conseil fédéral pourrait sans autre rejeter un plan directeur cantonal révisé s'il juge la planification insuffisante.

**Demande:**

Le Conseil d'Etat **exige la suppression des articles 11 à 13 du projet de nouvelle loi**. Selon lui, le traitement de la planification des potentiels de développement et l'inscription d'un contenu minimal dans les plans directeurs cantonaux doivent se faire par le biais des instruments d'aménagements du territoire, plus particulièrement par le biais de la loi sur l'aménagement du territoire.

### **Chapitre 3 L'injection d'énergie de réseau et les systèmes de rétribution**

#### **Art. 18 – 30 Système de rétribution de l'injection**

La prise de position du Conseil d'Etat suit celle soumise par la Conférence gouvernementale des cantons alpins concernant les remarques faites au sujet du système de rétribution de l'injection. Le Conseil d'Etat tient toutefois à compléter certains points de l'argumentaire de la CGCA.

Le système KEV doit être révisé pour devenir plus efficace. Pour chaque technologie soutenue, il faut impérativement viser le maximum de production par franc investi (respect du principe de coût-efficacité).

#### **Art. 18 al. 1 Participation au système de rétribution de l'injection**

Le Conseil d'Etat soutient la position de la CGCA et estime également qu'il est ***nécessaire que l'encouragement des grandes centrales hydrauliques, y compris de pompage-turbinage, soit également envisageable dans le cadre du système de rétribution de l'injection***. En effet, l'extension des grandes centrales hydrauliques dans les prochaines années, y compris de pompage-turbinage, ne constituera pas une évidence. Il ne sera réinvesti dans les centrales que si le risque de refinancement de celles-ci reste supportable pour les entreprises d'approvisionnement. Les bouleversements structurels au sein du marché de l'électricité européen suite à l'abandon partiel des centrales nucléaires mèneront à une situation de marché caractérisée par une charge de base en partie incertaine. Ceci rend particulièrement complexe l'élaboration fiable de scénarios relatifs à l'exploitation et aux gains sur le long terme. Les prévisions en termes de rendements servant de base à la décision pour les investissements seront par conséquent très incertaines. La production des centrales hydrauliques sera également fortement touchée, comme nous avons déjà pu le souligner, par les mesures d'assainissement des cours d'eau. Le développement de la grande hydraulique risque donc d'être considérablement entravé si aucune mesure d'encouragement n'est mise en place.

**Demande:**

Le Conseil d'Etat valaisan demande ***d'étendre le système de rétribution de l'injection aux grandes centrales hydrauliques (modernisation et extension des installations existantes, nouveaux aménagements y compris ceux de pompage-turbinage)***.

### Art. 18 al. 3 Participation au système de rétribution de l'injection

L'art. 18 al. 3 liste 3 types d'installations (installations de combustion des déchets urbains ; installations d'incinération des boues et stations d'épuration des eaux usées ; installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles) qui doivent être exclus de la participation au système de rétribution de l'injection. Le Conseil d'Etat est d'avis que ces exceptions d'exclusion sont inadmissibles, et que ***ces installations doivent pouvoir bénéficier du système de rétribution de l'injection***, ceci en les soumettant à la rigueur à certaines conditions.

#### Demande:

Le Conseil d'Etat demande que les installations de combustion des déchets urbains, les installations d'incinération des boues et stations d'épuration des eaux usées, ainsi que les installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles ***puissent bénéficier du système de rétribution d'injection***.

### Art. 19 Injection partielle

Le Conseil d'Etat tient à exprimer son soutien au principe d'injection partielle proposé à l'article 19.

### Art. 28 al. 2 Rétribution unique

Selon l'art. 28 al. 2 du projet, une installation n'est pas réputée nouvelle dès lors qu'elle est agrandie ou rénovée. La notion d'installation nouvelle devrait être précisée. En effet, il est légitime de se demander à partir de quel moment une installation doit être considérée comme nouvelle ou ne constitue finalement qu'un agrandissement notable. La pose d'un nouveau compteur suffit-elle par exemple à faire passer une installation pour nouvelle?

#### Demande:

Le Conseil d'Etat demande donc que la ***notion de « nouvelle installation » soit précisée***.

### Art. 31 Installations autorisées

L'alinéa second de l'art. 31 exclut du système de rétribution CCF les exploitants de deux types d'installations, soit ceux des usines d'incinération des ordures ménagères, ainsi que ceux des installations au gaz d'épuration. L'objectif de la nouvelle loi doit être l'optimisation de la production d'énergie. Si les UIOM et les STEP améliorent la valorisation énergétique des déchets qu'elles traitent, il n'y a aucune raison qu'elles ne puissent pas profiter de contributions financières. A contrario, sans ces contributions financières, il faut craindre que ces installations n'optimisent pas leur potentiel de production énergétique.

#### Demande:

Le Conseil d'Etat demande donc que l'***art. 31 al. 2 soit supprimé*** afin de pas exclure les UIOM et les STEP du système de rétribution du CCF.



## Chapitre 7 Mesures d'encouragement

### Art. 49, 51, 52 et 53 Formation et recherche – Aides financières

Le Conseil d'Etat salue le fait que le projet de loi soutienne clairement la formation et la recherche en matière énergétique. La formation continue trouve elle aussi sa place au sein de la nouvelle loi, ce qui est bienvenu. Le Conseil d'Etat salue également le fait que le projet valorise de façon très visible l'apport des HES, notamment par le côté pratique de la recherche, en mentionnant explicitement les interactions entre les EPF et les Universités.

#### Art. 49 al. 1 Recherche, développement et formation

Le Conseil d'Etat estime que le domaine des « réseaux de distribution » doit être introduite dans la liste des technologies énergétiques encouragées.

##### Demande:

Le Conseil d'Etat demande de modifier l'art. 49 al. 1 dans le sens suivant : « La Confédération encourage la recherche fondamentale, la recherche orientée vers les applications et le développement initial de nouvelles technologies énergétiques, en particulier dans le domaine de l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie, du recours aux énergies renouvelables, *ainsi que dans le domaine des réseaux de distribution.* [...] ».

#### Art. 52 al. 4 Contributions globales

L'art. 52 al. 4 du projet fait référence à « l'efficacité du programme du canton ». Le Conseil d'Etat regrette que la notion d'efficacité n'ait pas été précisée plus en avant au sein du message d'accompagnement. Se pose principalement la question de savoir si l'efficacité du programme doit être considérée en fonction de l'énergie ou de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Le Conseil d'Etat est d'avis que la contribution globale allouée au canton doit être calculée en faisant référence à l'efficacité énergétique des programmes cantonaux.

##### Demande:

Le Conseil d'Etat demande donc que l'art. 52 al. 4 soit modifié dans le sens suivant : « Le montant de la contribution globale allouée à chaque canton est calculé en fonction de l'efficacité *énergétique* de son programme d'encouragement et du montant de son crédit ».

## Chapitre 9 Exécution

### Art. 62 Production et publication de données

Le Conseil d'Etat juge qu'il est nécessaire d'également conférer l'accès des cantons aux données, ceci en ce qui concerne les données récoltées au sein de leur propre territoire.

##### Demande:

Le Conseil d'Etat demande qu'un alinéa soit rajouté, stipulant que « *Les cantons ont accès aux données qui ont été remises aux autorités fédérales, concernant leur propre canton.* »

## Chapitre 12 Dispositions finales

### Art. 71 Dispositions transitoires

Selon les dispositions transitoires, le nouveau droit s'appliquera aux exploitants d'installations de production d'électricité qui sont sur liste d'attente. Les petites installations photovoltaïques en sont toutefois exclues. Le Conseil d'Etat estime que les exploitants d'installations sur liste d'attente doivent pouvoir bénéficier de l'application du droit existant au moment de la réalisation de l'installation lorsque celle a été réalisée conformément aux exigences légales. Afin de maintenir un système cohérent, il faut en effet offrir aux personnes ayant décidé d'investir malgré le blocage provisoire du système RPC la possibilité de pouvoir choisir entre la rétribution unique et le système de rétribution de l'injection.

#### Demande:

Le Conseil d'Etat demande que ***les exploitants d'installations sur liste d'attente***, qui ont réalisés leur installation ***conformément aux exigences légales, jusqu'à une date à fixer, puissent choisir de bénéficier soit de la rétribution unique, soit du système de rétribution de l'injection.***

## 2. Modifications du droit en vigueur

### Révision de la loi sur le CO2

Conformément à la prise de position de la CGCA, le Conseil d'Etat soutient la variante 2 de modification de l'article 34 de la loi sur le CO2.

Nous vous prions de considérer nos demandes avec attention lors de la révision du projet de loi soumis à consultation.

Veuillez croire, Madame le Conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.

Au nom du Conseil d'Etat

La Présidente

Esther Waeber-Kaibermatten



Le Chancelier

Philipp Spörri

# Fragebogen zur Vernehmlassungsvorlage der Energiestrategie 2050

Antwortende Organisation:



Conseil d'Etat du Valais

Staatsrat Wallis

## Inhalt

Fragebogen zur Vernehmlassungsvorlage der Energiestrategie 2050 .....	1
Einleitende Grundsatzbemerkung: .....	2
Allgemeine Fragen .....	2
Kernenergiegesetz .....	4
Zweck, Ziele, Grundsätze Energiegesetz.....	4
Energieeffizienz.....	5
Gebäude.....	5
Mobilität .....	6
Energieversorgungsunternehmen und Unternehmen der Energiewirtschaft .....	7
Industrie und Dienstleistungen.....	8
Erneuerbare Energien.....	8
Anschlussbedingungen und Abnahme- und Vergütungspflicht .....	10
Einspeisevergütungssystem.....	10
Einmaliger Beitrag für kleine Photovoltaik-Anlagen.....	13
Netzzuschlag .....	14
Fossile Kraftwerke.....	15
Netze.....	16



## Einleitende Grundsatzbemerkung:

**Wir verweisen ausdrücklich auf unsere ausführliche Vernehmlassung in Briefform. Die Beantwortung des vorliegenden Fragebogens ist bloss fragmentarisch und deshalb zwingend im Zusammenhang mit unserer ausführlichen Vernehmlassung zu verstehen.**

## Allgemeine Fragen

1. Sind Sie insgesamt mit der Vernehmlassungsvorlage zur Energiestrategie 2050 einverstanden?

☒ Ja, unter Vorbehalt ☐ Nein ☐ keine Stellungnahme

### Bemerkungen:

Grundsätzlich unterstützen die Gebirgskantone eine Neuausrichtung der Energiepolitik des Bundes, die sich stärker an der Energieeffizienz und der Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen orientiert. Unserer Ansicht nach muss sich die Neuausrichtung aber dem **effektiven Mitteleinsatz verpflichten, primär marktorientierte Ansätze verfolgen** und nur sekundär interventionistisch ausgestaltet werden.

**Die Vorlage weist in wichtigen Aspekten erheblichen Nachbesserungs- und Begründungsbedarf auf.** Diese Defizite sind **bei Erstellung der Botschaft an das Parlament zwingend zu schliessen**. Es fragt sich ernsthaft, ob nicht sogar die nochmalige Durchführung einer Vernehmlassung angezeigt wäre. Dringliche Gründe, die ein solches Vorgehen nicht zulassen würden, bestehen objektiv keine.

2. Sind Sie mit dem etappierten Vorgehen der Energiestrategie 2050 einverstanden (zweite Etappe gemäss Ziffer 1.4 im erläuternden Bericht)?

*Erläuternder Bericht: 1.3 (erstes Massnahmenpaket), 1.4 (zweite Etappe)*

☒ Ja, unter Vorbehalt ☐ Nein ☐ keine Stellungnahme

### Bemerkungen:

Bei der geplanten Neuausrichtung der Energiepolitik geht es um eine fundamentale Frage, die weit über den Energiebereich Auswirkungen hat und für **mehrere Generationen** von Bedeutung ist. Der unterbreiteten Vernehmlassungsvorlage legt der Bundesrat die Absicht eines etappierten Vorgehens zu Grunde. Das gegenwärtig unterbreitete Massnahmenpaket soll das erste von weiteren Massnahmenpaketen sein. Angesprochen wird in diesem

Zusammenhang jedoch einzig die vage Absicht, für die Jahre nach 2020 ein weiteres Massnahmenpaket zu schnüren, in welchem die Energiepolitik strategisch neu ausgerichtet wird, vom bestehenden Förder- hin zu einem Lenkungssystem (und später zu einer ökologischen Steuerreform). **Eine Gesamtschau, eine Detaillierung der Etappierung und eine Auslegeordnung über deren Konsequenzen fehlen jedoch. Auch werden die Vor- und Nachteile der Varianten „Etappierung“ und „Einmalschritt“ nicht aufgezeigt. Eine verlässliche Einschätzung der Neuausrichtung ist damit nicht möglich.**

Die Gebirgskantone sind für eine politische Auseinandersetzung **offen**, sowohl über den vom Bundesrat vorgeschlagenen Weg mit einer ökologischen Steuerreform bzw. Lenkungsabgabe als auch über alternative, marktnahe Förderlösungen. Dies vor allem dann, wenn dieser neue Weg für die Bevölkerung und Wirtschaft in den Gebirgskantonen **nicht mit unangemessenen Nachteilen** verbunden ist.

Weiter sind derzeit **diverse energiepolitische Volksinitiativen** eingereicht worden oder sie befinden sich im Stadium der Unterschriftensammlung. Den uns unterbreiteten Vernehmlassungsunterlagen kann nicht entnommen, wie diese Vorlagen in die Neuausrichtung einbezogen worden sind oder noch einbezogen werden sollen, obwohl **innert Kürze erneut strategische Weichenstellungen** bevorstehen, welche die energiepolitischen Rahmenbedingungen entscheidend beeinflussen können. Die Tatsache, dass die Revisionsvorlage hierzu nichts aussagt ist ein **gravierender Mangel**, der die Einschätzung der Neuausrichtung massiv erschwert. Es ist nicht ersichtlich, wie weit das vorliegende Paket geeignet ist, den kommenden Diskussionen die nötige Richtschnur zu geben. **Deshalb muss bereits mit dem ersten Schritt geklärt werden, ob ab 2020 marktnahe, offene Rahmenbedingungen Platz greifen sollen oder ob ein komplexes, administratives System von Förderungen und Regulierungen fortgeführt wird. Die Gebirgskantone sprechen sich für marktnahe, offene Rahmenbedingungen aus.**

**Insgesamt verlangen wir eine klare Überarbeitung der Vorlage, die eine verlässlichere Einschätzung der Neuausrichtung zulässt.**

3. Sind Sie damit einverstanden, den schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie mit dem vorliegenden Massnahmenpaket zu verknüpfen?

☒ Ja, aber unter Vorbehalt    ☐ Nein    ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Diese Frage ist primär im Lichte der Sicherheit, der Versorgungssicherheit, der Entsorgung und der wirtschaftlichen Verkraftbarkeit sowie zweitens im Lichte der vom Bundesparlament überwiesenen Motionen und der vorerwähnten Initiativen zu beurteilen. **Bundesrat und Parlament haben sich für einen schrittweisen Ausstieg ausgesprochen. Wenn, dann ist nur ein solcher realistisch.** Ein sofortiger Ausstieg wäre unter mehreren Aspekten unverantwortlich (Versorgungssicherheit, Wirtschaftlichkeit). **Die Verankerung eines Technologieverbots haben Bundesrat und Parlament abgelehnt. Dies gilt es zu unterstützen.**

## Kernenergiegesetz

4. Sind Sie damit einverstanden, dass Rahmenbewilligungen für die Erstellung neuer Kernkraftwerke nicht mehr erteilt werden dürfen?

*Kernenergiegesetz, Art. 12 Abs. 4 (neu)*

*Erläuternder Bericht: 1.2 sowie 2.2.6*

☒ Ja, aber unter Vorbehalt    ☐ Nein    ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Siehe Antwort zu Frage 3.

## Zweck, Ziele, Grundsätze Energiegesetz

5. Sind Sie damit einverstanden, dass Ausbauziele für die Produktion von Elektrizität aus erneuerbaren Energien sowie Verbrauchsziele gesetzlich festgelegt werden?

*EnG Art. 2 und 4, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: Gesamt sowie insbesondere 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1. Kapitel)*

☒ Ja, aber unter Vorbehalt    ☐ Nein    ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Die gesetzliche Festlegung von Ausbau- und Verbrauchszielen basiert auf Schätzungen, die mit vielen Unsicherheiten behaftet bleiben. Bei gesetzlich vorgegebenen Zielvorgaben muss stets bewusst bleiben, dass sie bestenfalls eine Momentaufnahme darstellen und dass deren Realisierung nicht nur massiv von unbeeinflussbaren externen Faktoren abhängen, sondern insbesondere auch Investitionsbereitschaft bedingen, wofür attraktive Rahmenbedingungen unabdinglich sind. Alleine mit Fördermodellen ist dies nicht zu bewerkstelligen.

Die Ausbau- und Verbrauchsziele sind – im Einvernehmen mit den Kantonen – periodisch einer Anpassung zu unterziehen. Diese Pflicht ist im Gesetz verpflichtend zu verankern. Diese Notwendigkeit zeigt sich bereits heute: Die vorgeschlagenen Ausbauziele für die Wasserkraft sind im Lichte des am 15. November 2012 ergangenen Bundesgerichtsurteils zu den Restwassersanierungen im Fall der Misoxer Kraftwerke AG schon jetzt als unrealistisch zu qualifizieren.

Die Ziele haben im weiteren keinen rechtsverbindlichen Charakter und deren Erfüllung kann nicht verfügt werden. Insbesondere werden Massnahmen, die in Eigentumsrechte eingreifen abgelehnt (beispielsweise Sanierungspflichten).

Gleichwohl unterstützen wir die Verankerung der Zielvorgaben, stellen diese Zustimmung jedoch unter den Vorbehalt, dass Anpassungen im vorerwähnten Sinne vorgenommen werden.

## Energieeffizienz

### Gebäude

6. Sind Sie mit der vorgesehenen Erhöhung der Gesamtmittel von Bund und Kantonen zur Verstärkung des Gebäudeprogramms ab 2015 auf maximal 600 Millionen Franken pro Jahr einverstanden?

*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Änderungen Art. 29 und Art. 34*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Gebäude) sowie 2.2.2*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

7. Welche Variante bevorzugen Sie bei der Änderung der gesetzlichen Grundlage für die Verwendung des Ertrags aus der CO<sub>2</sub>-Abgabe für den Gebäudebereich?

*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Änderungen Art. 29 und Art. 34*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Gebäude) sowie 2.2.2*

- ☐ Variante 1 (*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Änderungen Art. 29 und 34, Variante 1*)  
☒ Variante 2 (*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Änderungen Art. 29 und 34, Variante 2*)  
☐ Keine der beiden Varianten  
☐ Keine Stellungnahme

Bemerkungen:

8. Sind Sie damit einverstanden, dass Kosten für Gebäudeinvestitionen, die dem Energiesparen und dem Umweltschutz dienen, über drei Jahre verteilt steuerlich abgezogen werden können, und dass ab 2025 Investitionen (vgl. erläuternder Bericht: 2.2.3), die dem Energiesparen und dem Umweltschutz dienen nur dann steuerlich abzugsberechtigt sind, wenn das betroffene Gebäude einen bestimmten energetischen Mindeststandard aufweist?

*Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer, Art. 31a (neu), Art. 32 Abs. 2<sup>bis</sup> (neu), Art. 32 Abs. 2<sup>ter</sup> (neu), Art. 67a (neu) und Art. 205e (neu); Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden, Art. 9 Abs. 3<sup>bis</sup> bis Abs. 3<sup>quinqües</sup> (neu), Art. 10 Abs. 1<sup>ter</sup> (neu), Art. 25 Abs. 1<sup>ter</sup> und Art. 72q (neu) und 78f (neu)*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Gebäude), 2.2.3 und 2.2.4*

☐ Ja   ☒ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

## Mobilität

### Generelle Antwort:

Die unterbreitete Vernehmlassungsvorlage ist im Bereich der Reduktion der CO<sub>2</sub>-Emissionen sehr gebäudelastig ausgefallen. Dabei sind die CO<sub>2</sub>-Emissionen in hohem Masse auch eine Folge der Mobilität. Gegenüber dem Gebäudebereich fällt die vorgeschlagene energiepolitische Neuausrichtung im Mobilitätsbereich **sehr schmal** aus. Dies mit der Konsequenz, dass der Bund – um die internationalen Klimaziele zu erfüllen – den Druck auf den Gebäudesektor erhöht. **Diese Einseitigkeit ist deutlich abzubauen**, was bei der Implementierung eines Lenkungssystems wohl einfacher zu bewerkstelligen ist, als in einem Fördersystem. Umso mehr ist bereits heute eine klare Auslegeordnung zum Lenkungssystem vonnöten.

9. Sind Sie mit der Verschärfung des CO<sub>2</sub>-Emissionszielwerts für die erstmals in Verkehr gesetzten Personenwagen auf durchschnittlich 95 g CO<sub>2</sub>/km bis Ende 2020 einverstanden?

*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Änderung Art. 10*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Mobilität) sowie 2.2.2*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

10. Sind Sie mit der Einführung eines CO<sub>2</sub>-Emissionszielwerts für die erstmals in Verkehr gesetzten Lieferwagen und leichten Sattelschleppern und dessen Festlegung auf durchschnittlich 175 g CO<sub>2</sub>/km bis Ende 2017 und auf durchschnittlich 147 g CO<sub>2</sub>/km bis Ende 2020 einverstanden?

*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Änderung Art. 10*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Mobilität) sowie 2.2.2*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:



## Energieversorgungsunternehmen und Unternehmen der Energiewirtschaft

11. Sind Sie damit einverstanden, dass Elektrizitätslieferanten Zielvorgaben zur stetigen Steigerung der Effizienz beim Elektrizitätsverbrauch erfüllen müssen (mittels Einführung von sogenannten weissen Zertifikaten)?

*EnG, Art. 43 bis 46, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Energieversorgungsunternehmen) sowie 2.1 (6. Kapitel 3. Abschnitt)*

☐ Ja    ☒ Nein    ☐ keine Stellungnahme

### Bemerkungen:

Die Vorlage verpflichtet die Elektrizitätslieferanten zur Förderung der Effizienz beim Stromverbrauch. Dazu soll ein Zertifikatssystem eingeführt werden. Es ist nach Ansicht der Kantone nicht gerechtfertigt, Unternehmen für das Verhalten ihrer Kunden in die Pflicht zu nehmen. Es handelt sich um einen fragwürdigen Eingriff in die unternehmerische Freiheit. Bereits zahlreich sind andere Anreizsysteme, um den Verbrauch zu optimieren (wettbewerbliche Ausschreibungen, Vereinbarungen mit Grossverbraucher von Seiten des Bundes und der Kantone). Zudem ist es Aufgabe des Bundes, Verbrauchsvorschriften für Geräte zu erlassen. Zweifel ergeben sich auch mit Bezug auf die Verhältnismässigkeit (Art. 27 BV) sowie mit Bezug auf die Durchsetzbarkeit gegenüber ausländischen Unternehmungen im europäischen Binnenmarkt (der mit dem Stromabkommen erschlossen werden soll). Schliesslich ergeben sich auch unscharfe Trennlinien gegenüber der Zuständigkeit der Kantone im Gebäudebereich. Das vorgesehene Zertifizierungssystem ist mit einem beträchtlichen administrativen Aufwand für den Bund und die Unternehmen verbunden. Es stellt sich deshalb die Frage, welche zusätzliche Wirkung mit dem vorgeschlagenen Zertifizierungssystem mit welchem Aufwand erzielt werden kann.

Wir lehnen den unterbreiteten Vorschlag deshalb ab und fordern den Bund auf, gemeinsam mit der Branche nach pragmatischen Ansätzen zu suchen, die auf bestehenden Instrumenten aufbauen und marktnahe Instrumente sowie Marktkräfte (Preissignale usw.) nutzen. Es drängt sich auch hier eine rasche Prüfung auf, ob eine Effizienzsteigerung nicht sinnvoller und schlanker via ein Lenkungssystem erreicht werden kann.

12. Sind Sie damit einverstanden, dass der Bund Unternehmen der Energiewirtschaft aus Gründen der Transparenz und Information verpflichten kann, Daten zu veröffentlichen (insbesondere bezüglich Strom- und Wärmeverbrauch von Kundengruppen sowie bezüglich Angeboten und Massnahmen zur Förderung einheimischer und erneuerbarer Energien und der Energieeffizienz)?

*EnG, Art. 62, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 2.1 (9. Kapitel)*

☒ Ja    ☐ Nein    ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

## Industrie und Dienstleistungen

13. Sind Sie mit der Ausweitung der wettbewerblichen Ausschreibungen auf Elektrizitätsproduktion und -verteilung einverstanden?

*EnG, Art. 33, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Industrie und Dienstleistungen) sowie 2.1 (4. Kapitel)*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

14. Sind Sie damit einverstanden, dass sich Endverbraucherinnen und Endverbraucher mit einem Elektrizitätsverbrauch von mehr als 0,5 GWh pro Jahr gegenüber dem Bund zur Steigerung der Stromeffizienz sowie zur Verminderung des CO<sub>2</sub>-Ausstosses verpflichten können und damit den Netzzuschlag rückerstattet erhalten?

*EnG, Art. 38, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.1 (Industrie und Dienstleistungen) sowie 2.1 (5. Kapitel 1. Abschnitt)*

☐ Ja   ☐ Nein   ☒ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

## Erneuerbare Energien

15. Sind Sie mit der Einführung einer gemeinsamen Planung von Bund und Kantonen sowie eines gesamtschweizerischen Ausbaupotenzialplans für den Ausbau der erneuerbaren Energien einverstanden?

*EnG, Art. 11 und 12, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Unterstützende Massnahmen), 2.1 (2. Kapitel, 2. Abschnitt)*

☐ Ja   ☒ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Entgegen den Ausführungen im Erläuterungsbericht (S. 80 f.) sind die Planungsinstrumente, wie sie in Art. 11 und 12 vorgesehen sind, von den angestrebten Wirkungen her durchaus mit einem Sachplan oder Konzept gemäss Art. 13 RPG vergleichbar. Zwar sollen die Kantone gemeinsam für die ganze Schweiz die Gebiete und Gewässerstrecken bezeichnen, die sich für die Nutzung erneuerbarer Energien eignen; das UVEK wirkt dabei jedoch koordinierend mit und führt die

Ergebnisse in einen gesamtschweizerischen Ausbaupotenzialplan zusammen. Der Bundesrat genehmigt diesen Plan und berücksichtigt ihn bei der Genehmigung der Richtpläne. Liegt drei Jahre nach Inkrafttreten des Gesetzes kein Ergebnis vor, das den Ausbauzielen genügend Rechnung trägt, so übernimmt das UVEK die Planung direkt.

Es trifft also nicht zu, dass der Ausbaupotenzialplan nicht verbindlich ist (Bericht, S. 81). Vielmehr bildet er – wie Sachpläne oder Konzepte nach Art. 13 RPG – eines der Kriterien für die Genehmigung der kantonalen Richtpläne durch den Bundesrat. Daran ändert auch die Aussage nichts, dass der Ausbaupotenzialplan „nicht sklavisch genau“ zu übernehmen sei, da es sich dabei um eine Frage des Konkretisierungsgrades und nicht der Verbindlichkeit handelt. Die Kantone sind verpflichtet, die Festlegungen der Richtpläne betreffend Nutzung geeigneter Gebiete in Nutzungsplänen zu konkretisieren und dafür zu sorgen, dass die Festlegungen zügig vorgenommen werden (Art. 13 Abs. 2 und 3). Anders als für Sachpläne nach Art. 13 RPG erforderlich beruht der Ausbaupotenzialplan nicht auf einer umfassenden Gesetzgebungskompetenz des Bundes.

Nach Art. 89 Abs. 2 BV hat der Bund auf dem Gebiet der Nutzung einheimischer und erneuerbarer Energien nur eine Grundsatzgesetzgebungskompetenz, die ihn nicht ermächtigt, für die kantonalen Behörden verbindliche Sachpläne zu erlassen, die im Ergebnis die Kantone zu einer Standortplanung für Anlagen zur Erzeugung von erneuerbaren Energien zwingen, wie der Entwurf dies vorsieht. Die Kompetenz des Bundes reicht allenfalls für die Schaffung eines Konzeptes aus, dessen Festlegungen von den Kantonen im Rahmen einer Interessenabwägung bei der Festsetzung ihrer Richtpläne zu berücksichtigen sind, aber keine unmittelbaren Bindungswirkungen entfalten. Die in den Art. 11 ff. des Entwurfs umschriebenen Planungsinstrumente gehen weit über ein solches Konzept hinaus und sind deshalb verfassungswidrig.

Die Art. 11 bis 13 sind ersatzlos zu streichen. Allfällige verfassungskonforme Anpassungen des Raumplanungsrechts sind im Rahmen des RPG zu prüfen.

16. Sind Sie damit einverstanden, dass die Kantone verpflichtet werden, insbesondere für Wasser- und Windkraft geeignete Gebiete und Gewässerstrecken im Richtplan festzulegen und dazu einen Nutzungsplan vorzulegen?

*EnG, Art. 13, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Unterstützende Massnahmen), 2.1 (2. Kapitel, 2. Abschnitt)*

☐ Ja    ☒ Nein    ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Siehe vorstehende Antwort zu Frage 15.

17. Sind Sie damit einverstanden, dass für neue Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energien ab einer gewissen Grösse und Bedeutung ein nationales Interesses statuiert wird?

*EnG, Art. 14, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht 1.3.2 (Unterstützende Massnahmen), 2.1 (2. Kapitel, 2. Abschnitt)*

☒ Ja, unter Vorbehalt ☐ Nein ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Das in Art. 14 und 15 EnG-Entwurf vorgesehene nationale Interesse an der Nutzung erneuerbarer Energien bzw. an kleineren Anlagen ist insoweit begrüssenswert, als sich dies auf die Interessenabwägung von Schutz und Nutzen von Projekten beschränkt. Ergänzend zu Art. 14 und 15 ist in den Materialien eine Präzisierung anzubringen, dass mit dem postulierten nationalen Interesse keine Kompetenzverschiebung hin zum Bund gemeint ist oder dies nicht die Basis für eine künftige Kompetenzverschiebung sein kann.

Die im Zusammenhang mit der Interessenabwägung in Art. 14 Abs. 4 vorgesehene Festlegung der kritischen Grösse und Bedeutung einer Anlage muss gemeinsam mit allen Betroffenen erfolgen

### **Anschlussbedingungen und Abnahme- und Vergütungspflicht**

18. Sind Sie mit der Einführung einer Eigenverbrauchs-Regelung, d.h. der Schaffung der gesetzlichen Möglichkeit für Anlagebetreiber selbst produzierte Energie selber zu verbrauchen, einverstanden?

*EnG, Art. 17 Absatz 2, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Finanzielle Förderung) sowie 2.1 (3. Kapitel, 1. Abschnitt)*

☒ Ja ☐ Nein ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

### **Einspeisevergütungssystem**

Generelle Antwort:

Vor Publikation der EST 2050 wurde seitens des UVEK stets betont, das KEV-System werde grundlegend auf das Kosten-/Nutzen-Verhältnis hinterfragt. Die nun unterbreiteten Vorschläge zielen aber im Wesentlichen auf eine Fortsetzung des bisherigen Systems mit (bescheidenen) Korrekturen ab. Im Kern bleibt die KEV ein enormer Subventions- und Umverteilungsapparat, der nicht auf Effizienz (maximale Zusatzproduktion pro eingesetzten Franken) ausgerichtet ist, sondern auf die Bedienung verschiedener Anspruchsgruppen. Fatal ist diese Ineffizienz, weil sie suboptimale Wirkung zeitigt und sehr lange finanzielle Verpflichtungen zur Konsequenz hat. Soll

an der KEV (oder einem ähnlichen Mechanismus) festhalten werden, dann dürfen für die Ausgestaltung des Systems nicht die Anzahl hängiger Gesuche und die Längen von Wartelisten massgebend sein, sondern alleine die maximale Zusatzproduktion pro eingesetzten Franken (Kosten-Nutzen). Hier ist der politische Mut für eine Korrektur aufzubringen, ansonsten jahrelange finanzielle Verpflichtungen begründet werden, die einen sehr beschränkten Nutzen bringen.

Wir fordern deshalb sowohl eine Befristung des Systems per 2020 sowie gleichzeitig eine Neugestaltung der KEV, die sich am Kosten-Nutzen-Verhältnis ausrichtet und deshalb auch Effizienzinvestitionen bei grossen Kraftwerken unterstützt.

Das massgebliche Stromproduktionsszenario geht davon aus, dass 2050 rund 40 Prozent der Stromproduktion aus neuen erneuerbaren Energien stammt. Mit dem KEV- Modell wird in der Zeit bis 2050 immer ein bedeutender Teil dieser Produktion durch fixe Einspeisetarife preislich definiert. Übersteigen diese fixen Preise den Marktpreis, wird die Differenz durch den Netzzuschlag gemäss Art. 36 gedeckt. Die Höhe des Netzzuschlages wird deshalb von den Kosten des Zubaus von neuen erneuerbaren Energien und vom Preisniveau auf dem Strommarkt abhängig sein. Dieses wiederum kann massgeblich durch Merit-Order-Effekte<sup>1</sup> geprägt sein, da in ganz Europa auf neue erneuerbare Energien gesetzt wird. Insbesondere der weitere Zuwachs an stochastischen Energien (Wind und Sonne) in Deutschland und Italien wird im Sommerhalbjahr den Strommarkt auch für die Schweiz stark beeinflussen. Denkbar sind in grösseren Perioden „negative Marktpreise“ das heisst, der Markt würde für die Einspeisung der Energie eigentlich einen Preis verlangen. Das daraus entstehende Risiko trägt letztlich alleine der Stromkonsument. Im Gegenzug zur geltenden Regelung bestimmt nicht mehr der Bundesgesetzgeber die maximale Höhe des Netzzuschlages zur Deckung der Einspeisevergütung sondern der Bundesrat alleine ohne maximale Limite. Zwar enthält das KEV-System verschiedene Steuermechanismen, die es erlauben sollen, möglichst kostengünstige Lösungen anzustreben. Das System ist jedoch komplex und aufwändig zu administrieren. Es ist problematisch, wenn ein wachsender Teil der Stromproduktion in einem Marktsystem preislich langfristig fixiert wird. Deshalb stellt sich die Frage, wie weit es mit einem liberalisierten Strommarkt überhaupt vereinbar ist. Zudem stellt sich die Frage, ob es mit das System mit seinen direkte und indirekten Auswirkungen den Grundsatz der Wirtschaftsfreiheit gemäss Art. 94 BV verletzt.

Der Ausbau der grossen Wasserkraft (inkl. Pumpspeicherung) erfolgt in den kommenden Jahren nicht selbstverständlich zeitgerecht, selbst wenn sich die Bewilligungsvoraussetzungen massgeblich verbessern. Die Investitionen werden nur getätigt, wenn das Risiko der Refinanzierung der Werke für die Versorgungsunternehmen tragbar bleibt. Die strukturellen Umwälzungen im europäischen Strommarkt mit dem teilweisen Verzicht auf die Kernkraft werden zu neuen Marktverhältnissen mit einem ungewissen Grundlastanteil führen. Damit werden langfristig stabile Betriebs- und Ertragsszenarien erschwert und das Abbilden der Ertragserwartungen in den Grundlagen für Investitionsentscheide sehr unsicher. Die Kantone rechnen damit, dass aus heutiger Sicht keineswegs klar ist, ob der Zubau von grosser Wasserkraft

---

<sup>1</sup> Der Merit-Order-Effekt ist die Verdrängung teuer produzierender Kraftwerke durch den Markteintritt eines Kraftwerks mit geringeren variablen Kosten. Dadurch sinken tendenziell die Preise. Scheint mittags (zu Spitzenlastzeiten) viel Sonne, dann verdrängt der Strom aus Photovoltaikanlagen häufig teurere Produktionen. Dadurch fällt der Strompreis. Auch der Windstrom verdrängt große Mengen konventioneller Kraftwerke und lässt über den Merit-Order-Effekt den Stromeinkauf im Handel günstiger werden.



sich gemäss den Szenarien rechtzeitig realisieren lässt. Zu beachten ist, dass auch der Zubau von Photovoltaik rechtzeitig genügend Speichermöglichkeiten erfordert. Die Kantone erachten es deshalb als notwendig, im Rahmen der KEV auch die Förderung der grossen Wasserkraft, insbesondere der Pumpspeicherung zu ermöglichen.

Schliesslich bestehen verschiedentlich Projekte, mit welchen die Effizienz und die Produktion bestehende Wasserkraftwerke erhöht werden könnte. Diese Projekte können ihrer Kosten wegen aber nicht realisiert werden. Auch hier sollte die KEV im Sinne unseres geforderten Kosten-Nutzen-Grundsatzes gefördert werden.

**Das KEV-System ist deshalb zwingend dahingehend zu überarbeiten,**

- **dass Neuproduktionen nicht nach Technologie, sondern konsequent nach dem Kosten-Nutzen-Grundsatz gemessen und unterstützt werden (grösstmögliche Neuproduktion pro eingesetzten Franken);**
- **dass auch die Grosswasserkraft (Effizienzsteigerungen, Ausbau bestehender Werke, Neubau von Kraftwerken inklusive Pumpspeicherwerke) unterstützt werden können;**
- **Die Förderung der Stromproduktion aus Abfällen und Abwasser muss vom KEV-System nicht ausgeschlossen sein. Beim Wegfall der Einspeisevergütung für die Elektrizität aus erneuerbaren Energie bzw. beim Fehlen von anderen geeigneten Fördermassnahmen würde das Potenzial der Kehrlichtverbrennungsanlagen und der Klärgasanlagen nicht genutzt.**
- **dass sie auf eine gesicherte Verfassungsgrundlage zu stellen ist;**
- **dass es bis Ende 2020 zu befristen ist (mit Auslaufrist mit eingeschränktem System bis maximal 2025).**

19. Sind Sie mit dem Ausschluss von Kehrlichtverbrennungs- und Klärgasanlagen sowie Anlagen, die teilweise fossile Brenn- oder Treibstoffen nutzen, aus dem Kreis der teilnahmeberechtigten Anlagen einverstanden?

*EnG, Art. 18 Absatz 4, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Finanzielle Förderung) sowie 2.1 (3. Kapitel, 2. Abschnitt)*

☐ Ja    ☒ Nein    ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen: siehe Punkt in der Stellungnahme

20. Sind Sie mit der Begrenzung der jährlich zur Verfügung stehenden finanziellen Mittel zur Förderung von Photovoltaik-Anlagen einverstanden? Diese Kontingentierung soll als Ersatz für die heutige mehrstufige Regelung mit Gesamtdeckel und Teildeckel dienen.

*EnG, Art. 20, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Finanzielle Förderung) sowie 2.1 (3. Kapitel, 2. Abschnitt)*

☒ Ja ☐ Nein ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen: Der Zubau von Photovoltaik in Europa geht weiter. Möglicherweise wegen reduzierten Förderungen etwas verhaltener als bisher. Bereits heute verändert die Solar- und Windstromproduktion in Europa den Strommarkt strukturell in der Schweiz. Die Pumpspeicherung als Geschäftsmodell muss neu justiert werden. Verschiedene Prognosen weisen darauf hin, dass zwischen 2020 und 2025 die Gestehungskosten für Solarstrom an günstigen Standorten vergleichbare Werte wie die Gestehungskosten für fossil oder nuklear produzierten Strom erreichen. Hingegen könnte auch der Wert des Solarstromes am Markt, wegen der starken Förderung massiv sinken. Offen ist, ob bis in 10 Jahren praxisreife und wirtschaftliche Konzepte zur breiten saisonalen Speicherung von Solarstrom zur Verfügung stehen oder nicht, die einen positiven Einfluss auf den Wert des Solarstromes hätten. Es ist deshalb nicht sinnvoll, bis 2020 die Installation von Photovoltaik in der Schweiz auch noch massiv staatlich zu fördern. **Der Staatsrat unterstützt die Beibehaltung eines Kostendeckels für die Photovoltaik, ist jedoch der Ansicht, dass er grosszügiger gestaltet werden müsste.**

21. Sind Sie damit einverstanden, dass für den Vollzug des Einspeisevergütungssystems und der neuen Aufgaben (Einmalvergütung für kleine Photovoltaik-Anlagen, WKK-Vergütungssystem) eine separate Stelle in der Form einer Tochtergesellschaft bei der nationalen Netzgesellschaft geschaffen wird?

*EnG, Art. 65 und 66, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 2.1 (10. Kapitel)*

☐ Ja ☐ Nein ☒ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

### Einmaliger Beitrag für kleine Photovoltaik-Anlagen

22. Sind Sie damit einverstanden, dass Photovoltaik-Anlagen mit einer Leistung unter 10 kW ausserhalb des Modells der Einspeisevergütung gefördert werden?

*EnG, Art. 28-30, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Finanzielle Förderung) sowie 2.1 (3. Kapitel, 3. Abschnitt)*

☒ Ja ☐ Nein ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

23. Sind Sie damit einverstanden, dass Photovoltaik-Anlagen mit einer Leistung unter 10 kW mit einem einmaligen Beitrag (Einmalvergütung) anstelle der Einspeisevergütung gefördert werden? Oder bevorzugen Sie – als Alternative zur Einmalvergütung – das Net Metering für die künftige Förderung der kleinen Photovoltaik-Anlagen mit einer Leistung unter 10 kW?

*EnG, Art. 28-30, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Finanzielle Förderung) sowie 2.1 (3. Kapitel, 3. Abschnitt)*

- ☒ Einmalvergütung  
☐ Net Metering  
☐ Keine der erwähnten Optionen

Bemerkungen:

24. Sind Sie mit damit einverstanden, dass die kleinen Photovoltaik-Anlagen unter 10 kW auf der Warteliste (ohne positiven Bescheid) vom Einspeisevergütungssystem ausgenommen und mittels Einmalvergütung gefördert werden?

*EnG, Art 71, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 2.1 (3. Kapitel, 2. Abschnitt sowie 12. Kapitel)*

- ☐ Ja ☒ Nein ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

Siehe Bemerkungen zum Artikel 71 der Stellungnahme des Staatsrates.

### Netzzuschlag

25. Sind Sie mit der Entfernung des Gesamtdeckels sowie der Teildeckel für die Finanzierung der Vergütungen einverstanden?

*EnG, Art 36, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.2 (Finanzielle Förderung) sowie 2.1 (5. Kapitel)*

- ☐ Ja ☒ Nein ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

## Fossile Kraftwerke

26. Sind Sie mit der Einführung eines WKK-Vergütungssystems einverstanden?

*EnG, Art 31 ff., Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.3 sowie 2.1 (3. Kapitel, 4. Abschnitt)*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

27. Sind Sie mit dem Förderbereich des Vergütungssystems für WKK einverstanden (Anlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von 0,35 MW bis und mit 20 MW)?

*EnG, Art.31 Abs. 1, Entwurf vom 28. September 2012*

*Erläuternder Bericht: 1.3.3 sowie 2.1 (3. Kapitel, 4. Abschnitt)*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

28. Sind Sie mit der Einführung einer Verpflichtung zur Kompensation sämtlicher verursachter Emissionen, unter gleichzeitiger Befreiung von der CO<sub>2</sub>-Abgabe, für Anlagen, die am WKK-Vergütungssystem teilnehmen, einverstanden?

*CO<sub>2</sub>-Gesetz, Art. 22 Abs. 4bis (neu)*

*Erläuternder Bericht: 1.3.3 sowie 2.2.2*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

29. Welche alternative Fördermöglichkeiten für die Wärme-Kraft-Kopplung schlagen Sie vor?

.....

.....

.....

.....

## Netze

30. Sind Sie mit den vorgeschlagenen Regelungen zur Verfahrensbeschleunigung auf dem Gebiet des Elektrizitätsrechts einverstanden? Dazu gehört insbesondere, dass der Zugang ans Bundesgericht auf Rechtsfragen von grundsätzlicher Bedeutung eingeschränkt wird.

*Bundesgerichtsgesetz, Art. 83 Bst. w (neu)*

*Erläuternder Bericht: 1.3.4 sowie 2.2.1*

☒ Ja   ☐ Nein   ☐ keine Stellungnahme

Bemerkungen:

31. Sind Sie mit den vorgeschlagenen Regelungen zur Einführung und Kostentragung von intelligenten Messsystemen einverstanden?

Dies betrifft insbesondere die Delegationsnormen zur Einführung und zur Festlegung von Mindestanforderungen sowie die Möglichkeit für die Netzbetreiber, die Kosten der Einführung gesetzlich vorgeschriebener intelligenter Messsysteme als anrechenbare Netzkosten auf die Endkundinnen und -kunden zu überwälzen

*Stromversorgungsgesetz, Art. 15 Abs.1 und 1bis (neu) sowie Art. 17a (neu)*

*Erläuternder Bericht: 1.3.4 sowie 2.2.8*

☐ Ja   ☐ Nein   ☒ keine Stellungnahme

Bemerkungen: